



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n°65-2020-12-23-001
Portant mise en demeure à l'encontre de la
société AGROGAZ des Pays de Trie à Fontrailles
installation de méthanisation**

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, R. 515-58 à 84 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 30 janvier 2020 portant nomination de Mme Sibylle SAMOYAUULT en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2020-09-11-001 du 11 septembre 2020 portant délégation de signature à Mme Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'article R. 515-71-I du code de l'environnement « *En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles [relatives à sa rubrique IED principale].* » ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT), parue au journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation N°65-2017-11-28-006 du 28 novembre 2017, modifié par arrêté préfectoral complémentaire le 11 août 2020, délivré à la société AGROGAZ des Pays de Trie pour l'exploitation d'une installation de méthanisation de déchets non dangereux (effluents agricoles) sur le territoire de la commune de Fontrailles, concernant notamment la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 09/10/2020, transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 novembre 2020 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 17 décembre 2020 ;

Considérant que les activités de traitement de déchets de l'exploitant relèvent notamment de la rubrique IED principale 3532 et sont à ce titre couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT – Waste Treatment) ;

Considérant que l'exploitant n'a toujours pas transmis au préfet son dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets parues au journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018 (BREF WT) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R. 515-71-I du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AGROGAZ des Pays de Trie de respecter les prescriptions dispositions de l'article R. 515-71-I susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, passant par une mise à jour de prescriptions applicables en regard des meilleures techniques disponibles pour réduire au maximum et maîtriser l'impact environnemental des activités de l'établissement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées

ARRÊTE

Article 1

La société AGROGAZ des Pays de Trie, exploitant une installation de méthanisation de déchets non dangereux (effluents agricoles) sur la commune de Fontrailles, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 515-71-I du code de l'environnement en adressant au préfet des Hautes-Pyrénées son dossier de réexamen au regard de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets parues au journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018, **dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code.

Article 4 - Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Fontrailles et pourra y être consultée.
Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.
Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement, section des installations classées.
Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale d'un mois.

Article 4 – Exécution

- La Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
- Le Maire de la commune de Fontrailles,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

Pour notification à :

- la société AGROGAZ des Pays de Trie à Fontrailles

Pour information au :

- Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Tarbes
- Commandant du Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées

Tarbes, le **23 DEC. 2020**

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale

Sibylle SAMOYAUULT



